

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 32

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

(SESSIONE DEL 1997)

Raccomandazione n. 1324 (1)
relativa al contributo dell'Assemblea parlamentare
al 2° Vertice dei Capi di Stato e di Governo del Consiglio d'Europa

Annunziata l'8 luglio 1997

L'ASSEMBLÉE,

1. L'Assemblée note avec satisfaction la décision du Comité des Ministres, donnant suite à la Recommandation 1303 de l'Assemblée du 7 novembre 1996, d'organiser à l'invitation du gouvernement français le 2^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Strasbourg le 10 et 11 octobre 1997.

2. L'affermissement de la paix et de la stabilité sur le continent est la condition

(1) Discussion par l'Assemblée le 22 avril 1997 (10^e séance). Voir Doc. 7786, rapport de la commission des questions politiques (rapporteurs: MM. Martínez et Seitlinger). Texte adopté par l'Assemblée le 22 avril 1997 (10^e séance).

indispensable à la consolidation de la construction européenne étendue à l'ensemble de l'Europe, qui devrait ainsi devenir un vaste espace de sécurité démocratique et de prospérité socio-économique, fondé sur des valeurs communes et constituant un espace juridique commun.

3. Le 2^e sommet devrait être l'occasion d'affirmer le rôle spécifique du Conseil de l'Europe dans la nouvelle architecture institutionnelle de l'Europe, en tenant compte de sa nouvelle dimension, de son acquis et de son expertise ainsi que des évolutions en cours dans l'Union Européenne et dans l'OTAN. Il devrait notamment décider d'utiliser pleinement le Conseil de l'Europe, qui compte désormais

parmi ses Etats membres la quasi-totalité des pays européens, comme forum privilégié de dialogue et de concertation politique à l'échelle du continent, principalement sur les questions de sécurité démocratique, de protection des droits de l'homme et des droits des minorités nationales, et d'institutionnaliser le cadre d'une coopération plus étroite avec l'OSCE.

4. Le sommet devrait aussi être l'occasion de répondre aux besoins les plus urgents des nouveaux pays membres d'Europe centrale et orientale et relever les nouveaux défis auxquels sont confrontées les sociétés européennes dans leur ensemble.

5. A l'instar du Sommet de Vienne de 1993, le Sommet de Strasbourg de 1997 devrait prendre des décisions concrètes avec un calendrier précis de mise en œuvre. Il devrait aussi comprendre des engagements fermes sur le plan du financement des activités qui seront ainsi confiées et assumées comme des tâches propres et spécifiques du Conseil de l'Europe.

6. Les crises politiques récentes dans plusieurs nouveaux Etats membres montrent les difficultés liées à la transition démocratique et économique qui mettent en cause la cohésion des sociétés et la stabilité de l'Europe. L'assistance fournie jusqu'à présent par la communauté internationale s'est avérée insuffisante et des programmes concrets devraient être lancés à l'occasion du Sommet en les ciblant sur des activités liées à la sécurité démocratique, et en rendant le Conseil de l'Europe responsable de la réalisation de ces programmes.

7. Afin de garantir le maintien des standards du Conseil de l'Europe, les engagements et obligations contractés doivent être respectés par tous les Etats membres ce qui nécessite un engagement ferme au niveau politique le plus élevé à coopérer avec les procédures de suivi (monitoring), tant du Comité des Ministres que de l'Assemblée parlementaire.

8. Le développement du crime organisé, de la corruption et des trafics illicites, qu'ils portent sur la drogue, les personnes ou les biens culturels, créent un climat d'insécurité et constituent un risque majeur de déstabilisation de l'Etat de droit et de la démocratie. Les instruments juridiques existants au Conseil de l'Europe devraient être utilisés pleinement et des instruments supplémentaires devraient être mis en chantier si nécessaire. Le programme d'action contre la corruption, adopté en novembre 1996 par le Comité des Ministres, devrait être mis en œuvre.

9. Le rôle du Conseil de l'Europe dans la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'intolérance devrait être renforcé par la mise au point de normes juridiques communes.

10. Le Conseil de l'Europe élargi constitue un forum approprié et efficace pour la mise au point d'une réponse européenne commune à la menace que représente le terrorisme. Le sommet devrait rechercher de nouveaux moyens efficaces de coopération dans ce domaine.

11. La stabilité et la prospérité futures de l'Europe dépendent au plus haut point de sa capacité à faire en sorte que les pays qui la composent assurent ensemble leur croissance économique, et de sa capacité à réformer les économies nationales, qu'il s'agisse des pays en transition d'Europe centrale et orientale ou de plusieurs pays d'Europe occidentale dans lesquels subsistent des rigidités importantes. En conséquence, il conviendrait que le sommet examine sérieusement la question de savoir si l'heure est venue pour le Conseil de l'Europe, en tant qu'instance paneuropéenne, de jouer un rôle dans le domaine de la coopération économique, y compris au niveau intergouvernemental, dans le cadre de projets menés conjointement avec la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE). Un tel rôle serait conforme au mandat statuaire du Conseil de l'Europe, qui invite l'Organisation à favoriser le « progrès économique et social » de ses mem-

bres; il irait également dans le sens des Résolutions 995 (1993), 1036 (1994) et 1052 (1995) de l'Assemblée.

12. Les progrès de la médecine et de la génétique remettent en question les règles de l'éthique et exigent des réponses adaptées qui devraient s'appliquer dans tout notre continent, et permettre de sauvegarder les valeurs qui sont le fondement du projet européen.

13. Le fonctionnement des médias libres et indépendants doit être assuré dans tous les Etats membres notamment par l'adoption de normes communes sur les garanties requises dans un état démocratique. Parallèlement, en raison de l'impact grandissant de médias sur les opinions et les comportements, une réflexion s'impose sur les responsabilités liées à l'exercice de la liberté d'expression et d'information.

14. Le déficit de participation des femmes à la vie politique et institutionnelle constitue une carence grave du système démocratique en Europe comme ailleurs. Mettre un terme à cette situation doit être un des objectifs stratégiques du Conseil de l'Europe.

15. L'Europe en construction, inspirée des valeurs de solidarité, ne saurait être isolée du reste du monde. Elle doit au contraire développer des liens d'amitié et de coordination avec les Etats qui lui sont extérieurs et qui partagent les mêmes valeurs universelles de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et de justice sociale. L'Europe que représente le Conseil de l'Europe ne veut pas être celle qui défend sa liberté et sa prospérité comme des privilèges parfois même au détriment de la liberté et de la prospérité d'autres peuples. Au contraire, l'Europe cohérente avec son propre projet devrait contribuer avec toutes ses forces à combler l'intolérable écart entre le nord et le sud par la coopération et par une action soutenue à la mesure de ce défi historique auquel nous sommes confrontés.

16. En outre, l'Assemblée recommande au Comité des Ministres d'inclure et préparer les décisions suivantes pour le projet de déclaration finale du sommet, qui devrait:

Renforcer les mécanismes existants:

i. consacrer la Cour unique des droits de l'homme, réforme décidée lors du Sommet de Vienne d'octobre 1993. Les quelques ratifications du Protocole n. 11 qui demeurent nécessaires à l'entrée en vigueur de la réforme devraient être obtenues le plus rapidement possible;

ii. réaffirmer qu'il appartient à la Cour européenne des Droits de l'Homme, et à elle seule, d'interpréter authentiquement les normes de la Convention européenne des Droits de l'Homme et de préciser ainsi l'étendue des obligations à charge des Etats partis;

iii. affirmer solennellement son appui aux procédures de suivi [monitoring] des engagements et obligations des Etats membres, tant au niveau intergouvernemental qu'à celui de l'Assemblée parlementaire et exprimer l'engagement à coopérer pleinement dans ce cadre;

iv. renforcer la procédure de suivi de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT);

v. décider l'élaboration d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme mettant en œuvre une clause générale d'égalité des droits. Une telle disposition élargirait la garantie de non-discrimination de l'article 14, actuellement limité aux droits spécifiquement protégés par la Convention elle-même. Le système européen de protection des droits de l'homme serait ainsi complété en contribuant de façon significative à la lutte aussi bien contre la discrimination raciale que contre la discrimination fondée sur le sexe;

vi. renforcer la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (CERI) en tant que structure de droits de l'homme permanente et indépendante assurant le suivi des manifestations de racisme et d'intolérance en Europe;

vii. appeler à la ratification des conventions existantes concernant la lutte contre la criminalité, notamment la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et de développer des échanges d'expérience systématique dans un domaine clé de la sécurité démocratique ainsi que des programmes spécifiques qui pourraient s'avérer nécessaires;

viii. appeler à la ratification par tous les Etats membres de la Charte sociale et du protocole y afférent prévoyant un système de réclamations collectives;

ix. appeler à la ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales de 1995 et de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires de 1992, qui ne sont toujours pas entrées en vigueur;

x. mettre en œuvre la décision du Sommet de Vienne d'établir un protocole additionnel à la Convention européenne des Droits de l'Homme protégeant les droits culturels des personnes appartenant à une minorité nationale;

xi. appeler à la ratification de la Charte européenne de l'autonomie locale et appuyer l'élaboration de la Charte européenne de l'autonomie régionale qui constituent les instruments par excellence pour développer et garantir des conditions d'une démocratie locale et régionale efficace, sans laquelle toute démocratie deviendrait instable et incomplète;

Relever les nouveaux défis:

xii. donner suite à la proposition de la Présidence finlandaise de nommer un Commissaire aux droits de l'homme. La création d'une telle institution, qui n'au-

rait pas de compétence judiciaire, permettrait une prise en charge d'atteintes à la dignité humaine et d'assurer une meilleure visibilité à l'action conduite par le Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme;

xiii. exhorter tous les Etats membres à ratifier la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant et la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants et veiller à ce que le Conseil de l'Europe porte un intérêt accru aux droits et intérêts des enfants en créant un comité consultatif sur la politique de l'enfance qui devrait faire rapport chaque année au Comité des Ministres et à l'Assemblée;

xiv. renforcer l'efficacité de la Convention européenne sur la répression du terrorisme du 27.1.1977, avec les modifications ou l'addition des protocoles nécessaires;

xv. décider l'élaboration d'une convention européenne sur la protection et les droits des réfugiés et demandeurs d'asile;

xvi. décider l'élaboration d'un protocole à la Convention sur les droits de l'homme et de la biomédecine sur le clonage de manière à renforcer la protection contre les manipulations génétiques;

xvii. décider de passer en revue les instruments juridiques existants et, si nécessaire, d'en élaborer de nouveaux, à la lumière du développement des nouvelles technologies de l'information et de communication, en vue de garantir que les réseaux d'information soient utilisés conformément aux principes et aux normes du Conseil de l'Europe;

xviii. décider un plan d'action pour améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes, pour ce qui est des droits mais aussi de leur traduction concrète dans la vie quotidienne, non seulement dans le processus de décision politique, mais également à tous les échelons de la vie économique et sociale;

xix. décider la mise à l'étude d'une charte européenne du service public fixant

les normes permettant de garantir dans chaque Etat membre un égal accès de tous aux services publics de base notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Cette charte fixerait également les règles de formation et de déontologie permettant d'assurer la compétence et la neutralité politique de la fonction publique dans tous les Etats membres;

Renforcer la cohésion sociale:

xx. réaffirmer la dimension sociale du Conseil de l'Europe en mettant en œuvre des programmes d'assistance spécifiques pour le maintien de la cohésion sociale, autre facteur de la sécurité démocratique. Ces programmes devraient se concentrer sur la Charte sociale dont la flexibilité permet de tenir compte de l'évolution économique, des nouvelles conditions de travail et de la situation dans les nouveaux pays membres du Conseil de l'Europe. Le sommet devrait parallèlement renforcer les moyens du Fonds de développement social du Conseil de l'Europe;

xxi. décider de finaliser le projet du Conseil de l'Europe sur la dignité humaine et l'exclusion sociale dont l'objet est de définir les principes concrets d'une action des gouvernements contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui constituent un déni des droits fondamentaux de l'homme et une menace pour la démocratie;

xxii. lancer, dans le cadre de la Convention culturelle européenne, un plan d'action pour l'éducation et la formation à la citoyenneté démocratique, à la tolérance, au respect de la diversité culturelle, à la solidarité et à la responsabilité. Ce plan d'action devrait avoir pour principaux acteurs et groupes cibles les enseignants, les jeunes et les jeunes responsables politiques et associer tous les niveaux de l'Organisation;

xxiii. lancer une campagne paneuropéenne en vue de mieux sensibiliser le

public à l'importance du patrimoine culturel pour la qualité de la vie et pour la promotion de la compréhension mutuelle et du dialogue;

xxiv. définir les principes des relations extérieures du Conseil de l'Europe dans le but de renforcer sur la scène internationale les valeurs qui identifient notre projet et ceux qui les partagent avec nous. En particulier, une sérieuse réflexion et une action conséquente devraient être mises en chantier en vue de développer dans nos sociétés et plus précisément parmi les jeunes européens, la conscience que tout doit être entrepris pour surmonter l'écart grandissant entre le Nord et le Sud;

xxv. accorder une juste priorité aux activités du Conseil de l'Europe qui aideront les Etats membres à améliorer la situation des communautés immigrées et à faciliter leur intégration;

Décider la mise à jour des structures de l'organisation:

xxvi. décider une réforme des procédures du Comité des Ministres afin de mieux exploiter son potentiel d'organe politique;

xxvii. mettre en valeur et renforcer la possibilité de communication et de coordination avec toutes les institutions associées au processus de construction de l'Europe;

xxviii. mettre en œuvre la réforme du Statut de 1949, décidée lors du Sommet de Vienne;

Fournir les fonds financiers nécessaires:

xxix. prendre les engagements financiers nécessaires pour permettre à l'Organisation d'assumer les tâches supplémentaires et les activités décidées par le sommet.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 1324
relativa al contributo dell'Assemblea parlamentare
al 2° Vertice dei Capi di Stato e di Governo del Consiglio d'Europa

L'ASSEMBLEA,

1. L'Assemblea prende atto con soddisfazione della decisione del Comitato dei Ministri, in attuazione della Raccomandazione dell'assemblea n. 1303 del 7 novembre 1996, di organizzare su invito del governo francese a Strasburgo il 2° vertice dei capi di Stato e di governo il 10 e 11 ottobre 1997.

2. L'affermarsi della pace e della stabilità sul continente è la necessaria condizione per il consolidamento della costruzione europea estesa alla totalità dell'Europa, che dovrebbe così diventare un vasto spazio di sicurezza democratica e di prosperità socio-economica, fondato su dei valori comuni e costituente uno spazio giuridico comune.

3. Il 2° vertice dovrebbe essere l'occasione per affermare il ruolo specifico del Consiglio d'Europa nella nuova architettura istituzionale dell'Europa, tenendo conto della sua nuova dimensione, delle sue acquisizioni e della sua capacità di valutazione, così come degli sviluppi in corso nell'Unione Europea e nella NATO. In esso dovrebbe essere presa la decisione di utilizzare pienamente il Consiglio d'Eu-

ropa, che tra i suoi Stati membri conta ormai la quasi totalità dei paesi europei, come foro privilegiato di dialogo e di concertazione politica su scala continentale, specialmente per le questioni della sicurezza democratica, della tutela dei diritti dell'uomo e dei diritti delle minoranze nazionali, dando inoltre forma istituzionale al quadro di più stretta collaborazione con la OSCE.

4. Il vertice dovrebbe anche essere occasione per rispondere alle necessità più urgenti dei nuovi paesi membri dell'Europa centrale e orientale, raccogliendo le nuove sfide cui si trovano di fronte le società europee nel loro insieme.

5. Sull'esempio del Vertice di Vienna del 1993, anche il vertice di Strasburgo 1997 dovrebbe prendere decisioni concrete con un preciso calendario di attuazione. Dovrebbe anche comprendere precisi impegni sul piano del finanziamento delle attività che saranno così affidate e assunte come compiti propri e specifici del Consiglio d'Europa.

6. Le recenti crisi politiche in alcuni dei nuovi Stati membri evidenziano le difficoltà legate alla transizione democratica ed

economica, che mettono in causa la coesione delle società e la stabilità dell'Europa. L'assistenza che finora è stata fornita dalla comunità internazionale è risultata insufficiente, perciò in occasione del Vertice dovrebbero essere adottati dei programmi concreti, che puntino su attività legate alla sicurezza democratica, rendendo il Consiglio d'Europa responsabile della realizzazione di tali programmi.

7. Al fine di garantire il mantenimento degli standard del Consiglio d'Europa, gli impegni e gli obblighi assunti devono essere rispettati da tutti gli Stati membri, cosa che richiede un preciso impegno al più alto livello politico per cooperare con le procedure di controllo (monitoring) sia del Comitato dei ministri che dell'Assemblea parlamentare.

8. La diffusione del crimine organizzato, della corruzione e dei traffici illeciti riguardanti droga, persone o beni culturali, crea un clima di insicurezza e costituisce uno dei maggiori rischi per la stabilità dello Stato di diritto e della democrazia. Gli strumenti giuridici esistenti nel Consiglio d'Europa dovrebbero essere pienamente utilizzati e se necessario si dovrebbero mettere in cantiere strumenti ulteriori. Si dovrebbe cominciare ad attuare il programma di azioni contro la corruzione adottato nel novembre 1996 dal Comitato dei Ministri.

9. Il ruolo del Consiglio d'Europa nella lotta al razzismo, all'antisemitismo, la xenofobia e l'intolleranza dovrebbe essere rafforzato mediante la formulazione di norme giuridiche comuni.

10. Il Consiglio d'Europa ampliato costituisce una sede idonea ed efficace per mettere a punto una risposta europea comune alla minaccia rappresentata dal terrorismo. Il vertice dovrebbe suggerire nuovi efficaci modi per sviluppare la cooperazione in questo campo.

11. La stabilità e la prosperità future dell'Europa dipendono massimamente

dalla sua capacità di far sì che i paesi che la compongono assicurino collettivamente la loro crescita economica, dalla sua capacità di riformare le economie nazionali: ciò riguarda sia i paesi dell'Europa centrale e orientale che attraversano una fase di transizione, sia diversi paesi dell'Europa occidentale nelle cui economie esistono notevoli fattori di rigidità. Converrebbe dunque che il vertice esaminasse seriamente la questione se non sia venuto il momento per il Consiglio d'Europa, in quanto istanza paneuropea, di svolgere un proprio ruolo nel campo della cooperazione economica, compreso il livello intergovernativo, nel quadro di progetti attuati congiuntamente con la Commissione economica per l'Europa dell'ONU (CEE). Un tale ruolo sarebbe conforme al mandato statutario del Consiglio d'Europa, che invita l'Organizzazione a promuovere « il progresso economico e sociale » dei suoi membri; tale ruolo sarebbe anche in piena coerenza con le Risoluzioni dell'Assemblea 995 (1993), 1036 (1994) e 1052 (1995).

12. I progressi della medicina e della genetica rimettono in discussione i criteri dell'etica ed esigono adeguate risposte, che dovrebbero poi trovare applicazione in tutto il nostro continente, permettendo di tutelare i valori che sono a fondamento del progetto europeo.

13. Il funzionamento di « media » liberi e indipendenti dovrebbe essere assicurato in tutti gli Stati membri, dovendosi comunque adottare norme comuni sulle garanzie richieste in uno Stato democratico. Parallelamente, tenuto conto del crescente impatto che i mezzi di comunicazione hanno sulle opinioni e sui comportamenti, diventa necessaria una riflessione sulle responsabilità legate all'esercizio della libertà di espressione e di informazione.

14. La scarsa partecipazione delle donne alla vita politica e istituzionale costituisce una grave carenza dei sistemi democratici, in Europa e altrove. Uno degli obiettivi strategici del Consiglio d'Europa

deve essere quello di correggere questa situazione.

15. L'Europa che stiamo costruendo, ispirata a valori di solidarietà, non potrebbe restare isolata dal resto del mondo. Essa al contrario deve sviluppare dei legami d'amicizia e forme di coordinazione con gli altri Stati che condividono gli stessi valori universali di libertà, di democrazia, di rispetto dei diritti dell'uomo e di giustizia sociale. L'Europa rappresentata dal Consiglio d'Europa non vuole essere un'Europa che difende la sua libertà e prosperità come dei privilegi, magari a detrimento della libertà e prosperità di altri popoli. Un'Europa coerente con il proprio progetto dovrebbe invece contribuire con tutte le sue forze a colmare l'intollerabile divario tra il nord e il sud mediante la cooperazione e una azione vigorosa, commisurata alle sfide storiche che ci troviamo ad affrontare.

16. L'Assemblea raccomanda inoltre al Comitato dei Ministri di includere e preparare le seguenti deliberazioni per il progetto di dichiarazione finale del vertice, che dovrebbe:

Rafforzare i meccanismi esistenti:

i. sancire definitivamente la Corte unica dei diritti dell'uomo, secondo la riforma decisa nel vertice di Vienna dell'ottobre 1993. Le ratifiche del Protocollo n.11 che sono ancora necessarie all'entrata in vigore della riforma dovrebbero ottenersi il più rapidamente possibile;

ii. ribadire che spetta alla Corte europea dei Diritti dell'Uomo, e solo ad essa, dare l'interpretazione autentica delle norme della Convenzione europea dei Diritti dell'Uomo e precisare così l'ampiezza degli obblighi a carico degli Stati che ne sono parte;

iii. ribadire solennemente il proprio sostegno alle procedure di controllo (monitoring) degli impegni e obblighi degli Stati membri, sia a livello intergovernativo che a

livello dell'Assemblea parlamentare ed esprimere l'impegno a cooperare pienamente in questo ambito;

iv. rafforzare la procedura attuativa della Convenzione europea per la prevenzione della tortura e delle pene o trattamenti inumani o degradanti (CPT);

v. decidere l'elaborazione di un protocollo aggiuntivo alla Convenzione europea dei diritti dell'uomo, che metta in atto una clausola generale di uguaglianza dei diritti. Una disposizione di tal genere allargherebbe la garanzia di non-discriminazione dell'articolo 14, attualmente limitato ai diritti specificatamente tutelati dalla Convenzione stessa. Il sistema europeo di protezione dei diritti dell'uomo verrebbe così a essere completato, contribuendo in modo significativo a combattere sia la discriminazione razziale che quella basata sul sesso;

vi. rafforzare la Commissione europea contro il razzismo e l'intolleranza (CERI) in quanto struttura per i diritti dell'uomo permanente e indipendente, che assicura la vigilanza sulle manifestazioni di razzismo e di intolleranza in Europa;

vii. sollecitare la ratifica delle convenzioni esistenti riguardo alla lotta alla criminalità, in particolare la Convenzione sul riciclaggio, il depistaggio, il sequestro e la confisca dei prodotti dell'attività criminosa, sviluppando regolari scambi di esperienze in questo settore chiave della sicurezza democratica, come pure quegli specifici programmi che potessero risultare necessari;

viii. sollecitare la ratifica, da parte di tutti gli Stati membri, della Carta sociale e dell'allegato protocollo, che prevede un sistema di ricorsi collettivi;

ix. sollecitare la ratifica della Convenzione-quadro per la protezione delle minoranze nazionali del 1995 e della Carta europea delle lingue regionali o minoritarie del 1992, che non sempre sono entrate in vigore;

x. applicare la decisione del Vertice di Vienna di formulare un protocollo aggiuntivo alla Convenzione europea dei diritti dell'uomo a tutela dei diritti culturali delle persone appartenenti a una minoranza nazionale;

xi. sollecitare la ratifica della Carta europea dell'autonomia locale e sostenere l'elaborazione della Carta europea dell'autonomia regionale, costituenti gli strumenti più idonei per sviluppare e garantire le condizioni di una efficace democrazia locale e regionale, senza la quale ogni democrazia resterebbe instabile e incompleta;

Raccogliere le nuove sfide:

xii. dare seguito alla proposta della Presidenza finlandese di nominare un Commissario ai diritti dell'uomo. La creazione di tale organo, che non dovrebbe avere competenza giudiziaria, permetterà un interessamento a casi di attentato alla dignità umana e assicurerà una migliore visibilità all'azione condotta dal Consiglio d'Europa nel campo dei diritti dell'uomo;

xiii. sollecitare tutti gli Stati membri a ratificare la Convenzione delle Nazioni Unite sui diritti del fanciullo e la Convenzione europea sull'esercizio dei diritti del fanciullo e a curare che il Consiglio d'Europa rivolga crescente attenzione ai diritti e agli interessi dei fanciulli, mediante la creazione di un comitato consultivo sulla politica dell'infanzia, che ogni anno dovrebbe presentare una relazione al Comitato dei Ministri e all'Assemblea;

xiv. rafforzare l'efficacia della Convenzione europea sulla repressione del terrorismo del 27.1.1977, modificandola o aggiungendovi dei protocolli;

xv. decidere la elaborazione di una convenzione europea sulla protezione e i diritti dei rifugiati e dei richiedenti asilo;

xvi. decidere l'elaborazione di un protocollo alla Convenzione sui diritti dell'uomo e delle scienze biomediche riguardo

alla clonazione, al fine di rafforzare la protezione contro le manipolazioni genetiche;

xvii. decidere di compiere un esame degli strumenti giuridici esistenti e, se necessario, elaborarne di nuovi, alla luce dello sviluppo delle nuove tecnologie di informazione e comunicazione, al fine di garantire che le reti di informazione siano utilizzate in conformità ai principi e alle norme del Consiglio d'Europa;

xviii. decidere un piano di azione per elevare il livello di uguaglianza tra uomini e donne, sia riguardo alle norme che alla loro traduzione concreta nella vita quotidiana, non solo nel processo di decisione politica, ma anche nei diversi ambiti della vita economica e sociale;

xix. decidere di avviare lo studio di una carta europea dei servizi pubblici, ove siano stabilite le norme miranti ad assicurare a tutti in ogni Stato membro un uguale accesso ai servizi pubblici di base, specialmente nel campo della sanità e dell'istruzione. Questa carta dovrebbe stabilire anche le regole in ordine alla formazione e alla deontologia, al fine di assicurare la competenza e la neutralità politica della funzione pubblica in tutti gli Stati membri;

Rafforzare la coesione sociale:

xx. ribadire la dimensione sociale del Consiglio d'Europa, mettendo in campo programmi di assistenza mirati al mantenimento della coesione sociale, riconosciuta come fattore di sicurezza democratica. Questi programmi dovrebbero imperniarsi sulla Carta sociale, la cui flessibilità permette di tener conto dell'andamento economico, delle mutate condizioni di lavoro e della situazione esistente nei nuovi paesi membri del Consiglio d'Europa. Il vertice dovrebbe parallelamente rafforzare le risorse del Fondo di sviluppo sociale del Consiglio d'Europa;

xxi. decidere di finalizzare il progetto del Consiglio d'Europa sulla dignità umana

e l'esclusione sociale, avente per oggetto la definizione dei principi concreti di un'azione dei governi contro la povertà e l'esclusione sociale, che costituiscono la negazione dei diritti fondamentali dell'uomo e una minaccia per la democrazia;

xxii. promuovere un piano d'azione, nel quadro della Convenzione culturale europea, per la formazione e l'educazione alla cittadinanza democratica, alla tolleranza, al rispetto della diversità culturale, alla solidarietà e alla responsabilità. Questo piano d'azione dovrebbe avere come principali attori e destinatari gli insegnanti, i giovani e i giovani operatori politici, associando tutti i livelli dell'Organizzazione;

xxiii. lanciare una campagna paneuropea mirante a sensibilizzare la popolazione all'importanza che il patrimonio culturale ha per la qualità della vita e per la promozione della mutua comprensione e del dialogo;

xxiv. definire i principi delle relazioni esterne del Consiglio d'Europa, al fine di rafforzare sulla scena internazionale i valori che identificano il nostro progetto e coloro che con noi li condividono. Bisognerebbe avviare, in particolare, una seria riflessione e una conseguente azione, miranti a sviluppare nelle nostre società, e specialmente tra i giovani europei, la con-

sapevolezza che occorre fare tutto il possibile per superare il crescente divario tra il Nord e il Sud;

xxv. dare la giusta priorità alle attività del Consiglio d'Europa per aiutare gli Stati membri a migliorare la situazione delle comunità immigrate, favorendo la loro integrazione;

Decidere l'aggiornamento delle strutture dell'organizzazione:

xxvi. riformare le procedure del Comitato dei Ministri allo scopo di meglio sfruttare le sue potenzialità di organo politico;

xxvii. valorizzare e rafforzare la possibilità di comunicazione e coordinamento con tutte le istituzioni associate al processo di costruzione dell'Europa;

xxviii. mettere in opera la riforma dello Statuto del 1949, decisa al Vertice di Vienna;

Fornire le necessarie risorse finanziarie:

xxix. assumere i necessari impegni finanziari, in modo da permettere all'Organizzazione di assumere i compiti aggiuntivi e le attività decise dal vertice.